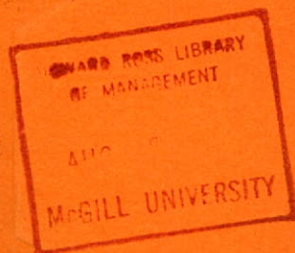




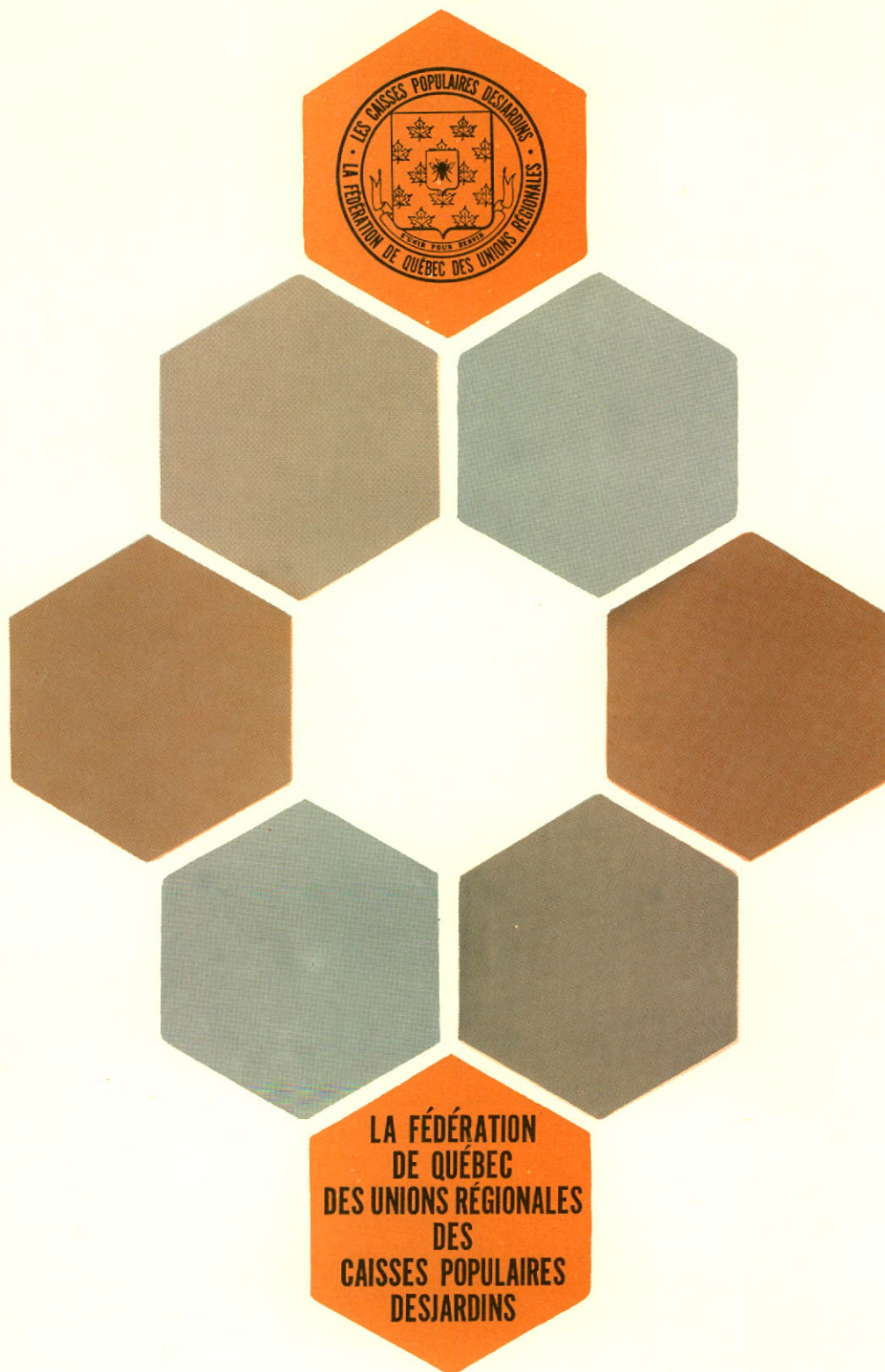
RAPPORT ANNUEL 1967

**LA FÉDÉRATION
DE QUÉBEC
DES UNIONS RÉGIONALES
DES CAISSES POPULAIRES
DESJARDINS**



*L*es présidents et directeurs-
généraux des huit institutions
du Mouvement Coopératif Desjardins
sont heureux de vous présenter un dossier
complet des activités, au 31 décembre 1967,
de chacune des institutions concernées.

*Les dirigeants de ces institutions
espèrent que ce document constituera
pour vous une source très
utile de renseignements.*



1967
TRENTE-SIXIÈME
RAPPORT ANNUEL

POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 1967

LE COMITÉ DE RÉGIE

HONORABLE CYRILLE VAILLANCOURT
directeur général

PAUL-ÉMILE CHARRON
directeur général adjoint
directeur du secrétariat

RAYMOND AUDET
directeur des Services administratifs
et du Service de l'inspection

IRÉNÉE BONNIER
directeur du Service de l'éducation

VALBERT DUGAS
directeur des Services techniques

GILLES JOBIN
directeur du Service du personnel

ANDRÉ MORIN
directeur du Service de la recherche

*ÉMILE GIRARDIN, président
(Union régionale de Montréal)

*JEAN-JACQUES CARON, vice-président
(Union régionale de Trois-Rivières)

*HONORABLE CYRILLE VAILLANCOURT
directeur général et secrétaire
(Union régionale de Québec)

GÉBARD RIVARD
(Union régionale de Trois-Rivières)

JEAN-MARIE OUELLET
(Union régionale de Québec)

J.-GAUDIOSE HAMELIN
(Union régionale de Montréal)

OLIVA DUGAS, m. d.
(Union régionale de Gaspé)

*ADRIEN BERNARD
(Union régionale de Gaspé)

ALFRED-V. POTHIER
(Union régionale de Sherbrooke)

*RENÉ DUPONT
(Union régionale de Sherbrooke)

*GÉRARD ROUSSEL
(Union régionale de Rimouski)

ROLAND BLANCHET
(Union régionale de Rimouski)

*ARMAND PARENT
(Union régionale de Chicoutimi)

FRANÇOIS LAROCHE
(Union régionale de Chicoutimi)

ROBERT PELLETIER
(Union régionale de l'Ouest québécois)

*MAURICE PERREAULT
(Union régionale de l'Ouest québécois)

JEAN-PAUL BERNIER
(Union régionale de Saint-Hyacinthe)

*NAPOLÉON MACKAY
(Union régionale de Saint-Hyacinthe)

ARMAND PIETTE
(Union régionale de Joliette)

*NORMAND LEMIRE
(Union régionale de Joliette)

*Indique les membres du « Comité exécutif »

Allocution du président



Chers collègues,

Une fin d'année sociale nous rappelle l'obligation d'analyser les activités des douze mois écoulés et nous invite à la réflexion quant aux espoirs du début et aux réalisations obtenues.

En coopération, un principe de base ne doit-il pas constamment inspirer nos actes? Et n'est-ce-pas la charité, dans le sens de l'aide mutuelle? Si ce principe de charité est bien appliqué, l'union se fait entre les hommes, entre les organismes qui groupent les hommes, entre les groupes d'organismes; c'est alors que se développe un esprit de solidarité indispensable à un coopératisme bien compris.

Enlevons de nos Caisses ces préoccupations humaines et communautaires, nous les rendrons semblables à ces comptoirs qui sollicitent des épargnes à des taux alléchants pour les prêter à des taux parfois exorbitants. Non, d'une façon très objective, disons que nous désirons de plus en plus que nos Caisses soient des organismes de service à la portée de la population québécoise; ces organismes étant dans bien des endroits les seuls à s'implanter, malgré une rentabilité jugée insuffisante par d'autres organismes financiers.

La présence des Caisses populaires dans 412 milieux urbains, dans 134 milieux semi-urbains, et dans 745 milieux ruraux prouve qu'elles veulent avant tout rendre service à tous les membres de notre société québécoise plutôt que de se cantonner dans des milieux favorisés pour y chercher des profits. Les Caisses jouent un rôle économique et un rôle social autant chez les individus que dans les collectivités.

Les 1,300 Caisses affiliées aux dix Unions régionales sont présentes dans une infinité de foyers du Québec puisqu'elles comptent près de deux millions cent mille (2,100,000) membres, soit une augmentation de 162,000 sur l'an dernier. Quant à l'actif global, il a augmenté de \$185 millions pour atteindre \$1,548,000,000. C'est donc une excellente année, en chiffres absolus, malgré la concurrence d'établissements financiers habilités à collecter l'épargne des particuliers.

Toutefois, nous nous permettons de lancer un appel à la prudence afin que les prêts sur reconnaissance de dette qui reposent principalement sur la valeur morale de l'emprunteur puissent aussi rencontrer des normes de sécurité satisfaisantes. La part que l'emprunteur consacre à la remise ne doit-elle pas devenir plus tard celle que l'épargnant consacrera à la prévoyance? Pouvons-nous aussi demander aux Caisses de mettre l'accent sur l'accroissement de l'avoir-propre, et de bien surveiller les immobilisations, terrains et immeubles?

Les Caisses doivent dire ce qu'elles offrent vraiment et non pas annoncer ce qu'elles paraissent vouloir offrir. Exemples: le taux d'intérêt à l'épargne avec les avantages d'une véritable assurance payable à la mort, quel que soit l'âge de l'épargnant; le taux d'intérêt sur un prêt, taux décroissant, intérêt véritable sur le solde dû, etc. . . . Les Caisses ont l'obligation de s'unir encore davantage afin de mieux faire connaître à leurs membres et au public de leur territoire de juridiction l'éventail de leurs services plutôt que de chercher à engager une lutte

tapageuse au moyen d'une escalade de taux avec des conditions variables et subtiles.

Les Services

La Fédération de Québec maintient, à grands frais, des services que vous connaîtrez mieux encore après avoir entendu chaque directeur vous présenter son rapport. Rappelons, en passant, que le budget de 1968 ne pourra être équilibré que par une souscription supplémentaire de chacune des Unions régionales en plus de sa quote-part réglementaire.

Immeubles

Nous attirons votre attention sur une étude du comité des immeubles qui a été présentée au Conseil d'administration de La Fédération et aux Unions régionales. Cette étude contient les normes pouvant diriger les conseils d'administration et les architectes quant aux prévisions d'espace nécessaire en regard du rythme de développement d'une Caisse. C'est un document qui sera réédité à l'intention des Caisses, mais en simplifiant les données du problème pour les adapter aux stricts besoins de la construction.

Informatique

Le comité de l'informatique a tenu maintes séances et a publié plusieurs bulletins. Il a fait des recherches très sérieuses puis il en est venu à la conclusion que des applications prochaines étaient possibles tandis que d'autres devaient être rendues encore plus probantes par les compagnies productrices de machines électroniques. Les suggestions au sujet de l'emploi de telle capacité de machine plutôt que de tel autre genre éclairent les Caisses sur le point de s'engager dans des dépenses considérables. La tenue de l'épargne en direct (télétraitement ou *on-line*) a fonctionné avec efficacité dès avril 1967 à La Caisse populaire Desjardins de l'Expo 67.

Elle fut la première institution au Canada à utiliser un tel procédé. Ceux qui parlent de l'informatique signalent bien des expériences au Canada mais ne précisent pas que c'était dans une Caisse populaire. Pourtant, c'est la vérité!

Liquidité

Chaque Union régionale a reçu de ses Caisses des demandes pour que soient fixés des taux d'intérêt à l'épargne, des taux d'intérêt sur les prêts et pour que soient déterminées de nouvelles normes de liquidité. Chacune formait même un comité à cet effet; de son côté, La Fédération confia à un comité provincial le soin de lui recommander les conclusions de ses études sur la liquidité. Ce comité se compose de deux représentants de chaque comité régional et du gérant de chaque Union. D'autre part, les services techniques de La Fédération ont préparé un rapport bien charpenté et très élaboré sur le même problème. Ce rapport et ceux des Unions furent étudiés soigneusement dans toutes leurs implications. Finalement, les membres du comité provincial, à l'unanimité, ont adopté des normes qui seront soumises incessamment au Conseil d'administration de La Fédération par l'intermédiaire des services techniques. Ces normes seront bientôt communiquées.

La rentabilité

Le comité des gérants des Unions a étudié un rapport des services techniques. À la suite de ce rapport, La Fédération et les Unions seront en mesure de recommander aux Caisses des taux à l'épargne et des taux sur les prêts basés sur des données scientifiques. Ces recommandations sont à la veille de parvenir aux Caisses.

L'éducation

Les résultats de l'enquête « Amour, délices et or » auprès de 6,500 fiancés nous consolent de quelques avancés provenant d'une enquête

précédente. Les jeunes dans 71% des cas croient pouvoir faire face aux frais du mariage et comptent se meubler sans recourir à un emprunt. Les frais de mariage se totalisent à près de \$1,200 : part du fiancé, \$460 ; celle de la fiancée, \$360 ; celle des parents, \$345. Pour l'ameublement le jeune couple dépense environ \$1,540. Est-ce le fait que déjà gagnés à l'épargne par la Caisse d'épargne scolaire, les fiancés ont pris l'habitude d'une épargne systématique et arrivent ainsi mieux préparés que leurs aînés à la date rêvée ? Disons que d'autres facteurs peuvent aussi intervenir et espérons que ces couples continueront à prévoir.

La participation de la femme dans la préparation du budget, son aptitude à gérer les moyens financiers du ménage la rendent une sociétaire de choix dans nos Caisses. La loi lui donne voix délibérative et fait d'elle une dirigeante en puissance. Déjà, plusieurs conseils d'administration comptent des femmes parmi leurs membres, le nombre ne cesse d'augmenter. La femme a sûrement un message valable à exprimer.

L'assemblée générale

Pour remplir son rôle auprès de ses membres, la Caisse doit chercher à les atteindre soit en provoquant des rencontres occasionnelles par groupes soit en favorisant leur présence à l'assemblée générale annuelle où une majeure partie du temps sera consacrée à établir une communication entre les dirigeants et les membres puis entre les membres eux-mêmes. Tous ne devraient-ils pas ressentir profondément qu'ils appartiennent à une même famille coopérative et qu'ils ont tous les mêmes intérêts communs à titre de co-propriétaires ?

Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste pour participer à l'assemblée générale, il suffit d'avoir quelque chose à dire et d'être convaincu que son intervention est valable. Là comme ailleurs, les bavards et les phraseurs font souvent la terreur des assemblées délibérantes. Sous le couvert de la

démocratie, ils tendent plus à faire valoir leur personnalité qu'à apporter un élément de solution au problème étudié, qu'à faire ressortir la valeur des principes coopératifs.

Autres services

Pour être complet, il nous faudrait parler des activités des services du secrétariat, de l'inspection, de l'administration du personnel, de la recherche. Nous laissons aux directeurs de ces services le soin de se situer eux-mêmes auprès des Unions et des Caisses. Disons que nous apprécions grandement leur collaboration.

Congrès d'octobre

Plus de 3,500 délégués venant des quatre coins de la province se sont réunis à Montréal en congrès pour se pencher sur le rôle économique et social de la Caisse dans notre communauté québécoise. Les travaux préparatoires sur la philosophie de la coopérative d'épargne et de crédit, sur les placements, sur les prêts, sur les perspectives d'investissements ont amorcé des discussions profitables dans chacune des commissions. Les vœux émis restent à réaliser, ce qui devient la tâche des congrès régionaux et des réunions de secteurs. Voici ces vœux :

1. Les Caisses populaires, toujours soucieuses d'aider le plus efficacement possible leurs membres par des prêts judicieux et de participer ainsi à la saine évolution du milieu rural, souhaitent que le gouvernement provincial, dans les perspectives d'une planification agricole, mette à la disposition des agriculteurs des conseillers en administration des fermes.

2. Que les Unions régionales et La Fédération prennent les mesures nécessaires pour que les Universités offrent des programmes spécialisés de formation en économie familiale.

3. Que les Caisses populaires poursuivent leur action dans le champ du crédit à la consommation, sans perdre de vue la responsabilité qui est la leur de travailler au désendettement de leurs membres,

par des prêts mesurés à chaque budget familial et par une éducation populaire étendue à la masse des consommateurs.

4. Que La Fédération, en vue de renforcer les structures du mouvement des Caisses populaires et de les rendre plus efficaces, établisse un service de placements et de gestion de portefeuilles.

5. Que La Fédération de Québec des Unions régionales entreprenne des démarches nécessaires auprès du gouvernement provincial en vue d'obtenir des amendements à la « loi des Caisses d'épargne et de crédit », permettant d'élargir leur champ d'opération dans le domaine des placements.

Aussitôt notre congrès terminé, celui de La Confédération internationale du Crédit populaire commençait à Québec. Nous avons assisté à un phénomène assez curieux : pendant que sur nos Caisses s'exercent des pressions pour qu'elles s'intéressent de plus près au commerce et à l'industrie, chez eux, des pressions s'exercent sur les Banques populaires pour qu'elles dispensent un crédit plus large à la consommation.

Entente avec la Banque Provinciale

Le nombre croissant des ordres de paiement en circulation dans les banques a amené un changement dans la convention entre La Fédération de Québec et La Banque Provinciale du Canada. Faudrait-il reprendre la campagne pour restreindre l'usage abusif de l'ordre de paiement ? Faudrait-il demander au bénéficiaire de présenter, si possible, l'ordre de paiement à une Caisse plutôt qu'à une succursale de banque ?

Association coopérative

Les Caisses et les Unions ont répondu à l'appel des organismes qui sollicitaient des fonds pour le développement normal de leurs activités. Il reste encore plusieurs réponses à venir, tout de même la

nouvelle souscription au 31 décembre 1967 se chiffrait à \$2,903,600. Ce fait mérite d'être souligné ; il permettra aux institutions concernées d'atteindre leurs objectifs désirés.

La loi des Caisses

Les Caisses sont soumises à une série de règlements conformes à la loi des Caisses d'épargne et de crédit. Ainsi, certaines opérations financières ne leur seraient permises que si la loi était amendée dans ce sens.

N'arrive-t-il pas que les Caisses sont blâmées, à tort cependant, car c'est la loi qui restreint leurs activités dans certains domaines ? Quoi qu'il en soit, les Fédérations ne sauraient accepter que bien faible soit la proportion de leurs actifs dans des valeurs de qualité moindre que leurs placements réguliers. Ajoutons cependant que l'industrie et le commerce ne constitue pas nécessairement un investissement risqué.

L'honorable Cyrille Vaillancourt

Si les Caisses ont une dette de reconnaissance au fondateur, le Commandeur Alphonse Desjardins, qui a tracé le premier sillon et qui a subi les assauts de ceux qu'il gênait dans leur négoce de prêteurs, elles lui associent volontiers le nom du Commandeur Cyrille Vaillancourt qui a fait partie de l'équipe de la relève. Celui-ci en est devenu le chef respecté.

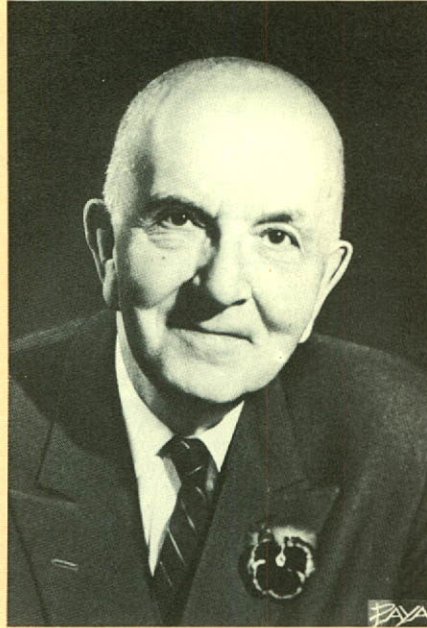
Aujourd'hui, sous sa direction s'est reformée une nouvelle équipe qui assume des responsabilités que les Unions acceptent pour le bénéfice de leurs Caisses affiliées. C'est ainsi que survit une institution quand elle repose sur des équipes formées de dirigeants compétents et dévoués. La force de la chaîne est déterminée par la résistance de chacun de ses chaînons.

« S'unir pour servir. »

Le président,

ÉMILE GIRARDIN

Commentaires du directeur général



Dans son message publié dans les pages précédentes, le président de La Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins, monsieur Émile Girardin, a couvert en grande partie les activités de La Fédération au cours de l'année écoulée, et comme il l'a fait d'une façon magistrale, je ne voudrais pas répéter ce qu'il a si bien dit. Je me permettrai seulement quelques remarques.

Depuis novembre dernier, il semble y avoir ralentissement dans le progrès de l'économie, et l'augmentation des dépôts d'épargne dans les Caisses populaires a été sensiblement moindre, comparativement à la même période en 1966. Tout de même, l'augmentation de l'épargne dans les Caisses populaires a été plus élevée en 1967 que l'année précédente, soit \$146,033,910 en 1967, et \$118,947,674 en 1966.

Au cours de l'année 1967, les Caisses populaires ont fait 265,398 prêts sur reconnaissance de dette, pour un montant de \$299,706,000, soit une augmentation sur 1966 de 30,213 prêts et de \$43,383,000. Le nombre de leurs prêts sur hypothèque, au cours de 1967, s'est élevé à 34,264, pour un montant de \$144,615,000, soit une augmentation de 7,272 prêts et \$23,599,000 sur 1966.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1967 des Caisses populaires et des Caisses centrales montre un actif total de \$1,563,943,669, et un patrimoine s'élevant à \$74,307,052.

Le ralentissement dans l'augmentation de l'épargne dans les Caisses populaires s'est produit au cours de novembre et décembre 1967, alors

que l'activité dans les magasins au temps des Fêtes a été plus grande que jamais, et d'après les statistiques les ventes ont été très élevées.

Sur chaque dollar déposé dans les Caisses populaires, au cours de 1967, il en est resté 3.1 cents tout comme en 1966.

Nous ne saurions trop recommander aux Caisses populaires et aux Unions régionales de maintenir l'esprit de coopération qui nous a toujours unis et qui a fait et qui continuera de faire notre force.

Quelques Caisses populaires s'effraient de la propagande faite par les sociétés de fiducie, les banques, etc., concernant les taux d'intérêt payés à l'épargne. Restons Caisses populaires afin d'aider les gagne-petits. Les organismes qui paient 5½% ou 6% d'intérêt sur des dépôts à terme prêtent à 10%, 12% ou 18%. N'oublions pas non plus que dans nos Caisses populaires personne n'a perdu un sou depuis la fondation de La Fédération, alors que d'autres institutions financières ont fait perdre quelques centaines de millions de dollars à leurs déposants.

Nous devons féliciter les Unions régionales qui ont développé leur

Service d'éducation au cours de 1967. Un effort remarquable a été fait par La Fédération et les Unions régionales dans ce sens, et des services immenses ont été rendus à plus d'une famille.

Un fait curieux à remarquer, ce n'est pas chez les plus petits salariés que l'on retrouve le plus de gens ayant des dettes, mais plutôt parmi ceux qui gagnent \$5,000 à \$7,000 par année. Ces gens courent après le plaisir, s'imaginent qu'il est la fin de tout. Le plaisir peut se rencontrer à tous les coins de rues, mais il est bien éphémère, tandis que le bonheur réside dans le cœur, et pour le posséder il faut vivre en êtres raisonnables, comme Dieu nous l'a enseigné, en l'aimant et en aimant notre prochain. Le bonheur peut durer toute la vie, et au-delà parce que, ayant la foi, nous savons qu'après cette vie terrestre il y a une autre vie qui ne finira jamais et qui sera la récompense de toutes nos bonnes actions et de tous nos actes d'amour envers Dieu et envers notre prochain.

Le directeur général,

C. VAILLANCOURT

Nous avons examiné le bilan de La Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins au 31 décembre 1967 et l'état des revenus et dépenses et des excédents nets des revenus non distribués pour l'année terminée à cette date ; nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et les sondages des livres, pièces et autres documents que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, d'après les renseignements et explications qui nous ont été fournis et d'après ce qu'indiquent les livres de La Fédération, le bilan et l'état des revenus et dépenses et des excédents nets des revenus non distribués ci-annexés sont rédigés de manière à représenter fidèlement la situation véritable et exacte des affaires de La Fédération au 31 décembre 1967 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

RUEL, ROY, MOREAU & ASSOCIÉS,
comptables agréés.

Lévis, le 31 janvier 1968.

Bilan consolidé

AU 31 DÉCEMBRE 1967

ACTIF

DISPONIBILITÉS

| | | |
|--|------------|-------------|
| Encaisse et avoir à des Caisses centrales | \$ 425,481 | |
| Comptes à recevoir | 77,107 | |
| Avances à des employés | 23,950 | |
| Dépôts garantis | 850,000 | |
| Intérêts courus sur dépôts garantis et sur placements | 16,966 | |
| Inventaire de marchandises, au plus bas du prix coûtant ou de la valeur courante | 141,029 | |
| Frais encourus d'avance | 15,610 | |
| | | \$1,550,143 |

PLACEMENTS

| | | |
|---|-----------|-------------|
| Compte à recevoir de L'Union régionale de Montréal | \$ 20,000 | |
| Obligations, au prix coûtant (valeur courante \$516,825) | 545,303 | |
| Actions, au prix coûtant | 102,300 | |
| Prêts à des Caisses populaires | 302,096 | |
| Dépôts garantis gagés en faveur de La Caisse populaire de la Vallée de l'Or | 105,000 | |
| Placements dans des organismes du mouvement Desjardins | 39,501 | |
| | | 1,114,200 |
| | | \$2,664,343 |

IMMOBILISATIONS

| | | |
|---|------------|-------------|
| Terrain, aménagements paysagistes, bâtisse et mobilier, au prix coûtant | \$ 742,605 | |
| Déduire : Amortissement accumulé | 175,417 | |
| | | 567,188 |
| | | \$3,231,531 |

PASSIF

EXIGIBILITÉS

| | |
|---------------------------------|------------|
| Comptes à payer et frais courus | \$ 348,182 |
|---------------------------------|------------|

DETTE À LONG TERME

| | | |
|---|------------|------------|
| Participation à La Caisse populaire de la Vallée de l'Or, remboursable par versements annuels de \$35,000 | \$ 175,000 | |
| Déduire : Montants versés | 70,000 | |
| | 105,000 | |
| | | \$ 453,182 |

AVOIR DES MEMBRES

| | |
|----------------|------------|
| CAPITAL SOCIAL | \$ 261,400 |
|----------------|------------|

EXCÉDENTS NETS DES REVENUS NON DISTRIBUÉS

| | | | |
|------------------------|------------|-------------|--|
| Fonds d'administration | \$ 118,338 | | |
| Fonds de papeterie | 191,952 | | |
| Fonds de réserve | 524,037 | | |
| Fonds de sécurité | 1,389,028 | | |
| Fonds d'obligations | 293,594 | | |
| | 2,516,949 | | |
| | | 2,778,349 | |
| | | \$3,231,531 | |

État des revenus et dépenses et des excédents nets des revenus non distribués

POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 1967

REVENUS

FONDS
D'ADMINISTRATION

| | |
|--------------------------------------|--------------------|
| Subvention du fonds d'obligations | \$ 165,000 |
| Contributions des Caisses populaires | 1,384,570 |
| Commissions et intérêts | 17,957 |
| Ventes | |
| Autres revenus | 251 |
| | <u>\$1,567,778</u> |

DÉPENSES

| | |
|--|--------------------|
| Coût des ventes | |
| Gestion générale | \$ 145,006 |
| Service administratif | 190,899 |
| Service de l'informatique | 9,428 |
| Service des recherches et statistiques | 34,486 |
| Service de l'éducation | 77,542 |
| Service de l'inspection | 788,713 |
| Service du personnel | 47,446 |
| Services techniques | 93,847 |
| Service de la papeterie | |
| Archives et bibliothèque | 19,255 |
| Commissions et intérêts | |
| Autres dépenses | 149,355 |
| Subvention au fonds d'administration | |
| | <u>\$1,555,977</u> |

| | |
|--|-----------|
| Excédent des revenus sur les dépenses pour l'année | \$ 11,801 |
|--|-----------|

| | |
|---|---------|
| Excédents nets des revenus non distribués au début de l'année | 106,537 |
|---|---------|

Contributions des Caisses au début de l'année

| | |
|--|------------|
| Participation à La Caisse populaire de la Vallée de l'Or | \$ 118,338 |
|--|------------|

| | |
|--|-------------------|
| | <u>\$ 118,338</u> |
|--|-------------------|

Contribution de L'Union régionale de Montréal à la participation à La Caisse populaire de la Vallée de l'Or

| | |
|---|-------------------|
| Excédents nets des revenus non distribués à la fin de l'année | <u>\$ 118,338</u> |
|---|-------------------|

| FONDS DE PAPETERIE | FONDS DE RÉSERVE | FONDS DE SÉCURITÉ | FONDS D'OBLIGATIONS | ÉLIMINATIONS | TOTAL |
|-----------------------|---------------------|----------------------|------------------------|------------------|--------------------|
| | | | | \$165,000 | |
| | | \$ 169,252 | | | \$1,553,822 |
| | \$ 24,489 | 56,833 | \$234,113 | | 333,392 |
| \$1,057,308 | | | | | 1,057,308 |
| 1,615 | | 117 | | | 1,983 |
| <u>\$1,058,923</u> | <u>\$ 24,489</u> | <u>\$ 226,202</u> | <u>\$234,113</u> | <u>\$165,000</u> | <u>\$2,946,505</u> |
| \$ 831,168 | | | | | 831,168 |
| | | | | | 145,006 |
| | | | | | 190,899 |
| | | | | | 9,428 |
| | | | | | 34,486 |
| | | | | | 77,542 |
| | | | | | 788,713 |
| | | | | | 47,446 |
| | | | | | 93,847 |
| 138,939 | | | | | 138,939 |
| | | | | | 19,255 |
| | 2,782 | 3,674 | 125,922 | | 132,378 |
| | | | 33,100 | | 182,455 |
| | | | 165,000 | 165,000 | |
| <u>\$ 970,107</u> | <u>\$ 2,782</u> | <u>\$ 3,674</u> | <u>\$324,022</u> | <u>\$165,000</u> | <u>\$2,691,562</u> |
| \$ 88,816 | \$ 21,707 | \$ 222,528 | (\$89,909) | | \$ 254,943 |
| 103,136 | 502,330 | 55,508 | 383,503 | | 1,151,014 |
| | | 1,245,992 | | | 1,245,992 |
| <u>\$ 191,952</u> | <u>\$524,037</u> | <u>\$1,524,028</u> | <u>\$293,594</u> | | <u>\$2,651,949</u> |
| | | 175,000 | | | 175,000 |
| <u>\$ 191,952</u> | <u>\$524,037</u> | <u>\$1,349,028</u> | <u>\$293,594</u> | | <u>\$2,476,949</u> |
| | | 40,000 | | | 40,000 |
| <u>\$ 191,952</u> | <u>\$524,037</u> | <u>\$1,389,028</u> | <u>\$293,594</u> | | <u>\$2,516,949</u> |

Détail des contributions

FONDS DE SÉCURITÉ

CONTRIBUTIONS DES CAISSES par Union régionale

| | <i>1949-1966</i> | <i>Contributions applicables 1967</i> | <i>Total au 31/12/67</i> |
|-----------------|--------------------|---|------------------------------|
| Trois-Rivières | \$ 265,182 | \$ 34,048 | \$ 299,230 |
| Québec | 563,821 | 73,306 | 637,127 |
| Montréal | — | — | — |
| Gaspé | 19,114 | 3,243 | 22,357 |
| Sherbrooke | 90,068 | 12,608 | 102,676 |
| Rimouski | 61,490 | 8,070 | 69,560 |
| Chicoutimi | 68,155 | 8,555 | 76,710 |
| Ouest québécois | 11,075 | 1,934 | 13,009 |
| Saint-Hyacinthe | 104,021 | 17,652 | 121,673 |
| Joliette | 63,066 | 9,836 | 72,902 |
| Total | <u>\$1,245,992</u> | <u>\$169,252</u> | <u>\$1,415,244</u> |

État des contributions perçues

POUR L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 1967

15

FONDS D'ADMINISTRATION

| Union régionale | Contributions applicables à l'année 1967 | Total par Union | En % du total des contributions | | Actif 31/12/66 | En % du total de l'actif au | |
|--|--|-----------------|---------------------------------|----------|-----------------|-----------------------------|----------|
| | | | 31/12/67 | 31/12/66 | | 31/12/66 | 31/12/65 |
| Trois-Rivières 1/10 de 1% 2% | \$ 89,153 94,704 | \$183,857 | 13.3 | 13.4 | \$165,098,368 | 12.1 | 12.4 |
| Québec 1/10 de 1% 2% | \$191,751 204,107 | | | | | | |
| Montréal 1/6 de 1% | \$469,802 | 469,802 | 33.9 | 33.6 | 548,627,286 | 40.2 | 39.1 |
| Gaspé 1/10 de 1% 2% | \$ 8,247 9,266 | 17,513 | 1.3 | 1.2 | 15,273,579 | 1.2 | 1.1 |
| Sherbrooke 1/10 de 1% 2% | \$ 32,044 36,037 | | | | | | |
| Rimouski 1/10 de 1% 2% | \$ 20,804 23,573 | 44,377 | 3.2 | 3.0 | 38,526,521 | 2.8 | 2.9 |
| Chicoutimi 1/10 de 1% 2% | \$ 21,684 24,516 | | | | | | |
| Ouest québécois 1/10 de 1% 2% | \$ 4,707 5,738 | 10,445 | 0.8 | 0.7 | 8,715,800 | 0.6 | 0.6 |
| Saint-Hyacinthe 1/10 de 1% 2% | \$ 45,347 49,976 | | | | | | |
| Joliette 1/10 de 1% 2% | \$ 26,038 27,076 | 53,114 | 3.8 | 3.8 | 48,218,650 | 3.5 | 3.5 |
| Total 1/6 de 1% 1/10 de 1% 2% | \$469,802 439,775 474,993 | | | | | | |
| Grand total | | \$1,384,570 | 100.0 | 100.0 | \$1,363,029,800 | 100.0 | 100.0 |

N.B.—Les contributions de 1/10 et 1/6 de 1% sont basées sur l'actif au 31 décembre 1966.

1,291
CAISSES
POPULAIRES

10
UNIONS
RÉGIONALES

2,080,000 MEMBRES

La Caisse populaire est une association de personnes...

NOMBRE DE MEMBRES

| | 1965 | 1966 | 1967 |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| Unions régionales : | | | |
| Trois-Rivières | 202,952 | 216,794 | 230,846 |
| Québec | 449,158 | 481,040 | 512,756 |
| Montréal | 649,894 | 733,204 | 811,461 |
| Gaspé | 29,612 | 32,658 | 34,684 |
| Sherbrooke | 87,614 | 92,860 | 101,562 |
| Rimouski | 73,949 | 77,659 | 81,125 |
| Chicoutimi | 82,418 | 87,844 | 93,110 |
| Ouest québécois | 21,117 | 23,496 | 26,272 |
| Saint-Hyacinthe | 109,584 | 120,051 | 129,761 |
| Joliette | 53,278 | 57,365 | 61,746 |
| Total | 1,759,576 | 1,922,971 | 2,083,323 |

UNIONS RÉGIONALES

Trois-Rivières
 Québec
 Montréal
 Gaspé
 Sherbrooke
 Rimouski
 Chicoutimi
 Ouest québécois
 Saint-Hyacinthe
 Joliette

SIÈGES SOCIAUX

Trois-Rivières
 Lévis
 Montréal
 Maria
 Sherbrooke
 Le Bic
 Métabetchouan
 Amos
 Saint-Hyacinthe
 Joliette

NOMBRE DE CAISSES

| | 1965 | 1966 | 1967 |
|---------------------|-------|-------|-------|
| Unions régionales : | | | |
| Trois-Rivières | 139 | 139 | 139 |
| Québec | 347 | 349 | 348 |
| Montréal | 334 | 339 | 340 |
| Gaspé | 47 | 45 | 45 |
| Sherbrooke | 87 | 87 | 85 |
| Rimouski | 102 | 95 | 93 |
| Chicoutimi | 76 | 76 | 75 |
| Ouest québécois | 41 | 42 | 41 |
| Saint-Hyacinthe | 76 | 76 | 77 |
| Joliette | 48 | 48 | 48 |
| Total | 1,297 | 1,296 | 1,291 |



18

ÉPARGNE

\$1,293,000,000

PRÊTS
SUR
HYPOTHÈQUE

\$549,300,000

PRÊTS
SUR RECONNAISSANCE \$289,400,000
DE DETTE

...ces personnes contrôlent une entreprise en vue de satisfaire les besoins individuels et communautaires des membres.

PRÊTS SUR RECONNAISSANCE DE DETTE en cours au 31 décembre

(En millions de dollars)

| | 1965 | 1966 | 1967 |
|---------------------|---------|---------|---------|
| Unions régionales : | | | |
| Trois-Rivières | \$ 22.2 | \$ 28.9 | \$ 34.8 |
| Québec | 44.3 | 55.1 | 65.0 |
| Montréal | 72.3 | 93.0 | 110.4 |
| Gaspé | 3.6 | 4.9 | 6.5 |
| Sherbrooke | 10.1 | 12.7 | 15.8 |
| Rimouski | 5.8 | 6.9 | 8.7 |
| Chicoutimi | 7.5 | 9.1 | 11.3 |
| Ouest québécois | 2.5 | 3.2 | 5.1 |
| Saint-Hyacinthe | 15.0 | 19.5 | 23.0 |
| Joliette | 5.6 | 7.2 | 8.8 |
| Total | \$189.0 | \$240.5 | \$289.4 |

ÉPARGNE au 31 décembre

(En millions de dollars)

| | 1965 | 1966 | 1967 |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| Unions régionales : | | | |
| Trois-Rivières | \$ 127.9 | \$ 138.3 | \$ 152.8 |
| Québec | 273.9 | 298.8 | 330.4 |
| Montréal | 401.3 | 459.8 | 524.5 |
| Gaspé | 11.5 | 13.5 | 16.1 |
| Sherbrooke | 45.6 | 50.8 | 58.4 |
| Rimouski | 30.1 | 32.9 | 39.3 |
| Chicoutimi | 31.3 | 34.3 | 37.6 |
| Ouest québécois | 6.2 | 7.8 | 9.8 |
| Saint-Hyacinthe | 64.2 | 70.2 | 79.4 |
| Joliette | 36.3 | 40.8 | 44.7 |
| Total | \$1,028.3 | \$1,147.2 | \$1,293.0 |

PRÊTS SUR HYPOTHÈQUE en cours au 31 décembre

(En millions de dollars)

| | 1965 | 1966 | 1967 |
|---------------------|---------|---------|---------|
| Unions régionales : | | | |
| Trois-Rivières | \$ 57.3 | \$ 61.0 | \$ 64.5 |
| Québec | 137.0 | 144.0 | 153.7 |
| Montréal | 185.9 | 204.4 | 229.2 |
| Gaspé | 3.9 | 4.0 | 4.6 |
| Sherbrooke | 17.6 | 18.3 | 20.4 |
| Rimouski | 11.0 | 11.7 | 12.7 |
| Chicoutimi | 11.1 | 11.3 | 12.0 |
| Ouest québécois | 1.3 | 1.4 | 1.9 |
| Saint-Hyacinthe | 24.0 | 27.2 | 32.0 |
| Joliette | 14.3 | 16.1 | 18.3 |
| Total | \$463.4 | \$499.4 | \$549.3 |

maquette : Bernard Ouellet

impression : Charrier & Dugal (1965) Ltée

